

et sur celui de l'emploi au Canada; nous les avons surmontés et nous surmonterons les difficultés que nous rencontrerons en ce moment. Mais nous n'y parviendrons jamais de la façon qu'il faudrait ni dans le délai qu'il faudrait sans une direction ferme, efficace et éclairée, sans d'énergiques mesures administratives.

Puis, lorsque nous avons eu le débat sur le budget, en juin dernier—ceci indique bien jusqu'à quel point ces accusations de propos sombres et pessimistes étaient mal fondées—et qu'il était question du produit national brut, j'ai dit au ministre que ses prédictions étaient trop sombres, trop pessimistes, à mon avis. J'avais tort. Je n'étais pas trop pessimiste. D'après les rapports que nous recevons, le ministre n'était pas assez pessimiste.

L'hon. M. Fleming: Vous devez être content maintenant.

L'hon. M. Pearson: J'ai déclaré à l'époque que, selon moi, le produit national brut, en dollars courants, serait plus élevé que ce que prévoyait le ministre. Plus tard, monsieur l'Orateur, au tout début de l'année, le *Journal* d'Edmonton m'a demandé, comme on le fait toujours à l'endroit des chefs de partis, quelles étaient mes prédictions pour l'année 1962. J'ai fait la déclaration suivante, qui résume bien notre opinion sur la situation économique du Canada à l'heure actuelle:

Les Canadiens peuvent commencer l'année 1962 avec des sentiments d'espoir. Bien entendu, cela suppose que la situation internationale ne s'aggrave pas et que l'horrible menace de la destruction nucléaire sera amoindrie plutôt qu'intensifiée. S'il en est autrement, personne ne saurait envisager l'avenir avec optimisme.

J'ai dit ensuite:

...le climat en général de l'économie mondiale est propice. Dans les circonstances, nous sommes les maîtres de notre destinée. Rien ne saurait nous empêcher de connaître une année fructueuse. Il n'en tient qu'à nous, à la sagesse, à l'initiative, à la vigueur et à l'esprit de décision que nous apporterons dans la conduite de nos affaires nationales et de nos affaires personnelles. Si nous ne faisons pas de véritables progrès, c'est que nous aurons laissé passer les occasions qui ne manqueront sûrement pas de se présenter à nous de l'extérieur.

J'ai ensuite ajouté:

Depuis le printemps dernier...

Le printemps de 1961.

...nous avons connu un redressement économique normal après le recul qui s'était produit. Malheureusement, l'amélioration jusqu'à présent n'a été que modeste et lente. En revanche, on peut s'attendre à ce que les affaires reprennent avec plus de vigueur au printemps et à l'été. On nous laisse entendre, de bonne source, que notre production nationale en 1962 pourrait bien augmenter de 4 à 6 p. 100 par rapport à l'an dernier. C'est là en perspective une amélioration réjouissante. Il est à regretter, cependant, que ce soit si peu. Après une récession, il aurait fallu faire bien davantage.

Et, monsieur l'Orateur, nous aurions dû faire bien mieux que nous avons fait depuis quatre [L'hon. M. Pearson.]

ans et demi. Le gouvernement se vante aujourd'hui parce que nous connaissons une sorte de reprise des affaires. Ses membres clament que la production est plus forte et l'emploi plus élevé.

L'hon. M. Fulton: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au chef de l'opposition? Je ne suis pas certain de l'avoir bien compris. A-t-il dit «après une récession, il aurait fallu faire bien davantage»? S'il l'a dit, admet-il que la récession est passée?

L'hon. M. Pearson: Non, je n'ai rien dit qui permette une telle interprétation. J'ai dit que nous aurions dû faire bien mieux depuis quatre ans et demi.

L'hon. M. Fulton: Il me semblait avoir entendu l'honorable député dire qu'après une récession, nous aurions dû faire bien davantage.

L'hon. M. Pearson: Si l'honorable représentant a des doutes à ce sujet, je suis heureux qu'il m'ait donné l'occasion d'éclairer sa lanterne, car la population de notre pays sait quand la récession a commencé. Elle a commencé à l'été de 1957.

L'hon. M. Fulton: Vous avez dit «après une récession».

L'hon. M. Pearson: Vu que ce doute subsiste dans l'esprit de l'honorable représentant, je vais en profiter pour citer, dans quelques instants, certains chiffres qui dissiperont ce doute.

L'hon. M. Fulton: Qu'entendiez-vous par les mots «après une récession»?

L'hon. M. Pearson: La reprise de 1961 est-elle un miracle? A quoi le gouvernement s'attend-il? Vit-il encore dans le haut moyen âge, à l'époque où les choses restaient à peu près stables? Ignore-t-il qu'au Canada notre population augmente chaque année et que, par conséquent, notre produit national brut doit augmenter chaque année pour progresser le moins possible? Ignore-t-il que les Canadiens ont recours à la science et à la technologie, que nos sociétés affectent des capitaux à l'acquisition de nouveau matériel et que les progrès technologiques nous permettent chaque année de produire davantage?

Évidemment, notre production augmente. Mais la question est de savoir jusqu'à quel point. En quatre années et demie de gouvernement tory, elle n'a augmenté, en moyenne, que de 1½ p. 100 par année. Je mets le ministre des Finances au défi de nier ce chiffre. Évidemment, certaines années, l'augmentation de notre production a été plus marquée qu'en d'autres années. L'année 1959 a été la meilleure. Notre production a augmenté, cette année-là, de 3 p. 100. Le ministre